

Plan B : changer la gouvernance européenne

Les citoyens face à l'Union européenne

Innovation et Gouvernance Européenne : une feuille de route pour sortir de la crise.

JEAN-CLAUDE BOUAL
PHILIPPE D. GROSJEAN
JACQUES-RENÉ RABIER
DANIEL SPOEL
RAYMOND VAN ERMEN

Les citoyens face à l'Union européenne

Innovation et Gouvernance Européenne : une feuille de route pour sortir de la crise.

JEAN-CLAUDE BOUAL
PHILIPPE D. GROSJEAN
JACQUES-RENÉ RABIER
DANIEL SPOEL
RAYMOND VAN ERMEN

LES AUTEURS

Les auteurs sont français et belges. A ce titre ils ont une certaine expérience de la sociologie des deux peuples qui ont dit « non » au traité constitutionnel et qu'il faudra bien connaître pour sortir l'Europe de la crise.

Ils ont aussi, collectivement, une vision longue de l'histoire de la construction européenne puisque leur doyen fut un collaborateur de Jean Monnet et d'autres ont été très étroitement impliqués dans l'évolution des objectifs de l'Union, de traité en traité, sur les questions de développement durable et d'environnement, de la Charte des droits fondamentaux, des services publics, de la démocratie participative et dans les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Ils ont travaillé ou travaillent aux quatre coins du monde et sont actifs à l'interface, d'une part, entre Institutions européennes et société civile et, d'autre part, entre entreprises et société civile. Ils ont une connaissance approfondie de l'évolution de la société civile, des entreprises et des syndicats en Europe et de la manière avec laquelle ces entités interagissent entre elles et avec les Institutions européennes.

Ils sont membres du Forum Permanent de la Société Civile Européenne.

Synthèse.

De porteur de solution, les instances de l'Union sont devenues aux yeux de beaucoup de citoyens la source des problèmes. De « protectrice », l'Union est devenu « menace ». Pour sortir l'Europe de la crise actuelle, il faut que la feuille de route que définira le Conseil Européen de Juin 2006 ouvre des espaces d'innovation. La feuille de route ne devrait pas porter sur le seul traité constitutionnel mais comprendre d'autres initiatives qui placeraient le projet de traité constitutionnel II dans un **contexte nouveau** et plus large. La crise ouverte par le « non » au traité constitutionnel de deux Etats-fondateurs a créé un choc dans le monde politique mais aussi dans les organisations syndicales et les ONG actives au plan européen. C'est pourquoi, il faut innover en termes de gouvernance à partir d'une approche par étapes où ce sont d'abord les syndicats, les entreprises et la société civile, qui réunis en « **Etats-Généraux de l'Europe des Réseaux** » adressent un ensemble de questions liées à la mondialisation et à ce que les Européens veulent faire ensemble, pas seulement dans le cadre des Institutions de l'Union. Ensuite seulement une Convention III et une CIG reprendraient le dossier Constitution.

Les auteurs ont repris l'idée de « Déclaration d'Interdépendance » et proposent pour créer un « nouveau contexte » qu'une **DÉCLARATION SOLENNELLE D'INTERDÉPENDANCE DES PEUPLES EUROPÉENS** soit approuvée

La Convention III elle-même n'aurait pas pour seul objet le traité constitutionnel mais de redéfinir un « contrat sociétal » basé sur une éthique de responsabilité et de nouveaux critères de mesure du progrès. Cela aussi fait partie du nouveau contexte ».

Le processus d'élargissement tel qu'il existe n'est – paradoxalement – pas assez rapide pour répondre aux urgences à venir (notamment sur le plan énergétique et démocratique). Le moment est venu – et la feuille de route devrait en traiter – de lancer la création du second anneau olympique, une **Alliance des 3 Mers**, inspirée par l'expérience de la Communauté du Charbon et de l'Acier Ceci créera aussi un « nouveau contexte » pour ce qui est des référendums sur le projet de traité constitutionnel.

Il faut **une authentique Constitution** et le plus rapidement possible, 10 propositions sont faites, qui incluent un *dernier* traité signé entre les États membres pour « porter » la Constitution, une consultation pan-européenne sur un texte de « Constitution », l'élection du Président de la Commission au suffrage universel, la refonte du Comité Economique et Social.

La crise européenne est profonde. Elle s'inscrit dans le rapport des Européens au monde (la globalisation), aux Institutions européennes (la gouvernance européenne), à l'entreprise multinationale (le pouvoir du marché), à notre diversité culturelle et à nos racines (le local). Nous avons besoin d'une réponse à la mutation du capitalisme, à la crise du projet européen et à la problématique de ses frontières ainsi qu'à la recherche de convergences pour le Modèle Social européen. Il faut apporter une réponse qui améliore la gestion (gouvernance), rétablisse la confiance, démontre que nous pouvons faire à nouveau progresser le modèle social européen, contribue à la paix et à l'avancée de la démocratie dans l'Union et hors de l'Union, au dialogue entre l'Europe multi-culturelle et les autres régions du monde.

Calendrier européen pour un "Nouveau Contexte"

